

A boulet rose

En recevant au grand complet Brice Hortefeux à Meymac le 9 octobre, le groupe "Corrèze Demain" a tombé les masques : c'est bien à l'UMP que la gauche aura à faire en mars prochain, et à l'UMP qui soutient Sarkozy, Brice étant un de ses proches. En votant à gauche en mars prochain, les Corrèziens auront l'occasion de montrer leur défiance à l'égard du locataire actuel de l'Élysée... et tant pis pour les sortants de droite. Il n'est plus temps de faire de sentiment...

Les magistrats de la Chambre régionale des comptes ont confirmé le lourd héritage de la gestion d'hier des hommes de "Corrèze Demain". Preuve de l'embarras de la droite, notamment concernant la dette abyssale laissée au Département : Jean-Pierre Dupont s'était arrangé pour avoir "d'autres obligations" le jour de l'examen par l'Assemblée départementale du rapport de la Chambre sur sa gestion de 2003 à 2008...

Sur l'ardoise à Dupont 333 M€ : la dette du Conseil Général, héritée pour 90% de la gestion de la majorité UMP de Jean-Pierre Dupont. La capacité de désendettement du Département est passée d'un peu moins de 3 ans en 2004 à plus de 13 ans en 2008. **30 M€ :** la perte de recettes du Département qui a "oublié" de faire prendre en charge par la Sécurité sociale 70% du coût des 200 assistantes médico-psychologiques recrutées à partir de 2003 dans les établissements pour personnes âgées et payées par le Conseil Général. Une première alerte avait été donnée en 2005 par la Chambre, sans suite. Un "oubli" équivalent à 50 points de fiscalité départementale... **25% :** l'augmentation des impôts départementaux de 2003 à 2008. A mettre en regard de l'absence de progression des taux en 2009 et 2010 les deux budgets votés par la majorité de François Hollande.

Du nouveau sur

Mal à droite

Frédéric Soulier Le Conseiller général du canton de Brive Centre était encore absent lors de la dernière séance plénière de l'assemblée départementale. Après la mini crise au sein de la droite briviste début septembre (lire ci-dessous), et la multiplication annoncée des candidatures sur ce canton renouvelable en mars, on se pose des questions sur la motivation du sortant à risquer une défaite en mars dans un contexte aussi incertain.

Claude Nougéin Aujourd'hui président de l'association UMP "Corrèze Demain", il est sorti fragilisé du congrès de l'association, boudée publiquement par Bernard Murat et six de ses affidés. La perte de nouveaux cantons par ses candidats en mars prochain devrait sonner le glas d'un "leadership" jugé par beaucoup comme inexistant.

Philippe Vidau. Le candidat UMP "Corrèze Demain" dans le canton d'Ayen voulait apparaître comme un rassembleur avant mars 2011, en faisant entrer de nouvelles communes du canton dans la communauté de communes qu'il préside actuellement. Hélas, elles en ont été dissuadées par la modification de la représenta-

tion des communes dans le conseil communautaire. Objectif pour le maire d'Objat : en garder le contrôle, quoi qu'il arrive. Pataquès supplémentaire : la manipulation pourrait bien provoquer la sortie de la communauté d'une commune, Brignac-la-Plaine, dont les élus ont peu apprécié la tentation hégémonique de la commune chef-lieu de canton et de son maire. Philippe Vidau aura du mal à faire croire qu'il veut être un conseiller général "au service de tous"...

Pierre Chevalier. On n'avait pas entendu le son de sa voix depuis des lustres. Mais Le conseiller général UMP d'Eygurande, qui a dû se souvenir que son canton était renouvelable en mars 2011, s'est brusquement manifesté lors de la dernière session plénière de l'assemblée départementale, lisant un texte digne d'une campagne électorale enflammée. Un texte qu'on retrouve à lire dans la tribune du groupe UMP Corrèze Demain, publiée dans le magazine du conseil général. Où l'on voit comment un candidat de droite ne se gêne pas pour utiliser les moyens de la collectivité pour faire campagne...

Grains à moudre

Voici venu le temps du travail et des idées

On ne le répètera jamais assez, les errances de la droite au pouvoir ne constituent pas un programme pour la gauche, et encore moins pour les Socialistes.

N'en déplaise à une UMP déboussolée par les incohérences de l'Élysée et à certains médias que les ingénieries de l'omni président laissent aussi craintifs que complaisants, le Parti Socialiste s'est mis au travail. Il faut être aveugle, ou victime du bruit ambiant, ou de très mauvaise foi pour ignorer le travail entrepris par nos camarades et nos instances depuis plusieurs mois.

Un projet socialiste pour l'alternance doit d'abord être un projet pour l'avenir de la France dans le Monde, un projet qui ne sacrifie pas les principes d'égalité et de progrès aux dérives gestionnaires, et ça ne se bâtit pas en quelques jours, ni à coup de mesurette chargées de répondre à une actualité déconcertante. Un projet crédible, ça se fonde sur des valeurs, ça se réfléchit, ça se débat, ça se construit... et ensuite ça se propose aux français. **De mai à novembre 2010, ce sont quatre conventions qui sont soumises à notre avis et à nos suffrages : nouveau modèle économique, rénovation du parti, politique étran-**



Pour se mettre en jambes, les Socialistes ont été très présents dans le mouvement contre l'anti réforme des retraites Sarkozy.

gère et européenne, égalité réelle... Dans le même temps, appareils, élus, courants, clubs, s'organisent pour apporter leurs pierres à l'édifice et faire entendre leurs priorités. Et si les textes nous paraissent parfois longs et complexes, c'est que l'œuvre est collective et qu'il y faut aussi parfois plus d'une oreille pour bien l'entendre.

Au moment où toute idée de contrat social vole en éclat devant l'exemple donné par certaines élites, de plus en plus de citoyens remettent en cause ou désertent l'action publique. Ne nous y trompons pas, il s'agit de prendre la mesure du rendez-vous que nous fixons aux françaises et aux français, rien de moins, et c'est la responsabilité de tous les socialistes.

Prochain rendez-vous, jeudi 2 décembre

Le temps du débat et du vote en section pour la Convention sur l'égalité réelle pilotée par Benoît Hamon

Les socialistes en dossier
La contre-réforme territoriale de Sarkozy

Pages 4 & 5

22 octobre 2010 : moment historique au Conseil Général, le mouvement social reçu pour la première fois en session publique de l'Assemblée départementale.

L'actualité des socialistes

Fédération : nouvelle organisation, nouvelle dynamique

Pages 2 & 3

Les socialistes en actions locales

Cantonales 2011 : les enjeux

Pages 6 & 7

Les socialistes à l'offensive

Voici venu le temps du travail et des idées

Page 8

Collectivités : l'autre contre-réforme Sarkozy

La "réforme" des collectivités territoriales voulue par Sarkozy et l'UMP est une escroquerie, et surtout une régression, voire une remise en cause pure et simple de la décentralisation.

Idéologie libérale et petits calculs politiques

Réduire la dépense publique est l'un des principes idéologiques fondamentaux des libéraux. Les premières victimes en sont les services publics, dont les services peuvent tout aussi bien être proposés par des prestataires privés à des "publics/clients" avant tout... solvables. En appliquant l'idéologie aux collectivités territoriales, Sarkozy n'exclue pas les petits calculs politiques : réduire les capacités d'action de collectivités, aujourd'hui majoritairement dirigées par la Gauche, à compenser le désengagement de l'Etat des grandes politiques publiques et les conséquences des soubresauts structurels du capitalisme financier mondialisé... Au passage, il s'agit de transférer l'impopularité sur des élus locaux, en les mettant peu à peu dans l'incapacité de répondre à la demande sociale... sauf à augmenter les impôts locaux.

Ces milliards qui manquent à l'Etat...

Loi TEPA (dont bouclier fiscal et exonération des heures supplémentaires) : - 14 Md€, Niches fiscales : - 10 Md€, Baisse de la TVA sur la restauration : - 3 Md€, Fraude fiscale : - 40 Md€...

L'escroquerie financière

Alors que les collectivités représentent 11% de la dette publique, à écouter la droite, Régions, Départements, Communautés d'agglomération ou de communes seraient responsables de l'endettement galopant du pays. Or, les collectivités territoriales n'empruntent que pour investir, contrairement à l'Etat qui le fait aussi pour fonctionner, et de plus en plus depuis que Sarkozy prive l'Etat des impôts des plus riches pour financer ses missions !

Tout est donc fait pour réduire les capacités d'action des collectivités : la non compensation intégrale des transferts de nouvelles compétences, la stagnation (avant le gel à partir de 2011) des dotations de l'Etat aux collectivités, et le plafonnement, puis la disparition de la taxe professionnelle s'est déjà traduit par la diminution de la part des collectivités dans l'investissement public. Elle est passée de 73% en 2008, chiffre stable depuis plusieurs années, à 70% en 2009, malgré les dispositions du plan de relance et en particulier le remboursement anticipé de la TVA sur les investissements réalisés.

Autre illustration : Régions et

Départements ont réduit leurs subventions d'équipement aux autres collectivités, respectivement de 3,4% et 11% d'une année sur l'autre.

Les dispositions du projet de loi Sarkozy consacreront cette tendance : elles limitent tant le nombre que le montant des financements d'un projet d'équipement public, et fixent un seuil minimum de participation de la collectivité maître d'ouvrage, ce qui devrait interdire à beaucoup de petites communes de réhabiliter ne serait-ce que le patrimoine du village.

Cette politique est absurde : ses premières victimes seront les entreprises, qui vivent des marchés publics passés par les collectivités, et l'emploi dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics. Les autres victimes seront tous les Français qui verront se délabrer au fil des ans crèches, écoles, collèges, lycées, gymnases, stades, piscines, routes, ponts...

L'escroquerie fiscale

Derrière les discours de la droite sur les "scandaleuses augmentations d'impôts locaux" il y a une nouvelle injustice fiscale : le transfert de l'essentiel du financement des services publics locaux vers les ménages. Avec la

disparition de la taxe professionnelle, impôt local payé par les entreprises, la fiscalité locale sera acquittée pour 72% par les ménages, contre 48% auparavant. Or, l'impôt local tient peu compte des revenus, restant calculées sur des valeurs immobilières datant des années 1970... De plus, les ménages les plus fortunés pourront bénéficier des dispositions du bouclier fiscal...

L'escroquerie démocratique

Le remplacement du Conseiller général et du Conseiller régional par un nouveau "Conseiller territorial" est censé améliorer la cohérence entre politiques départementale et régionale. En réalité, le Conseiller territorial aura bien du mal à être à l'écoute de ses concitoyens sur les marchés ou dans les comices, suivre tous ses dossiers, et siéger partout. Une difficulté à se démultiplier qui va accroître le poids des techniciens des collectivités territoriales dans les prises de décision. La contre-réforme renforcera, non la démocratie locale, mais la capacité des technocraties à influencer sur les choix de politiques publiques.

C'est à une véritable recentralisation, donc à une contre-réforme de la décentralisation qu'on assiste en réalité, aux antipodes de l'esprit des lois Defferre de 1982. La réduction des marges de manœuvre des collectivités territoriales à l'œuvre, amorcée sous Raffarin et accélérée par Sarkozy, est une forme de mise sous tutelle, une régression en contradiction avec le principe de libre administration inscrit dans la Constitution qui reconnaît "l'organisation décentralisée de la République".



Cette régression de la décentralisation pourrait gravement remettre en cause nombre de politiques de proximité menées par les collectivités locales, et notamment les services publics - ici un service d'accueil de la petite enfance - développés pour faire face aux besoins locaux...

Relancer la décentralisation

Le basculement probable du Sénat à gauche en 2011 créé les conditions pour "donner un nouveau souffle à la décentralisation dès 2012" en cas de victoire à la présidentielle.

Le séminaire Condorcet qui a précédé l'Université d'Été du parti à La Rochelle et rassemble chaque année les élus socialistes, a fait la démonstration de la nécessité d'agir avant la fin de l'année 2012 pour permettre à nombre de Régions, Départements, groupements de communes et communes de simplement... boucler leurs budgets de l'année suivante !

Pour les Socialistes, la clarification des compétences (qui fait quoi ?) et des financements (avec quels moyens ?), pour apporter plus d'efficacité à l'action des collectivités, ne constitue pas le seul chantier. Il faudra aussi mettre en musique plus de justice fiscale et territoriale dans un futur "acte III de la décentralisation".

La justice fiscale passe par une révolution de l'impôt local, à lier à celle de l'impôt sur le revenu, instaurant une vraie progressivité, mais aussi à un retour à l'équilibre ménages/entreprises.

La justice territoriale passe par la mise en œuvre d'une véritable péréquation pour compenser les déséquilibres actuellement patents, et consacrer par la même occasion le retour de l'Etat à l'aménagement du territoire, aujourd'hui abandonnée par la droite.

Sans cela, les Socialistes auront du mal à mettre en actes le principe de solidarité consubstantiel de leur projet pour la société.

A La Rochelle, les élus socialistes ont beaucoup échangé sur la riposte nécessaire à "l'étranglement des collectivités" (André Laignel).



Marbot : la preuve par l'exemple

La réduction des marges de manœuvre du Conseil Général de la Corrèze n'est pas seulement liée à l'héritage de la gestion de Jean-Pierre Dupont.

Comme l'ensemble des Départements de France, il doit faire face à la perte d'autonomie fiscale (l'impôt local, voté chaque année par l'assemblée départementale, passe de 36% à 12% du total de ses ressources), au gel de ses dotations (donc à leur diminution de fait, du montant de l'inflation), et à la non compensation intégrale des transferts de compétences de ces dernières années.

Ainsi le récent rapport de la Chambre régionale des comptes sur la gestion du Département a-t-il montré que, pour le seul dispositif RMI, la non compensation par l'Etat s'élève à 14,3 millions d'euros pour la période 2004-2008. Un chiffre qui renvoie aux 14 milliards d'euros que l'Association des Départements de France réclame symboliquement à l'Etat pour couvrir la non compensation "à l'euro, l'euro", pourtant promise par Jean-Pierre Raffarin en 2004.

Ainsi, dans un contexte de forte progression des dépenses sociales en raison de la crise, François Hollande révélait le 22 octobre que l'équilibre budgétaire du Conseil Général de la Corrèze était menacé, "les recettes supplémentaires ne couvrant que la moitié des dépenses supplémentaires". "Une mécanique infernale qui n'est plus supportable, et dont le règlement ne dépend plus des efforts d'économies du seul Département".

Cantonales 2011 les enjeux

Les élections qui vont se dérouler dans la moitié des cantons corréziens les 20 et 27 mars doivent être l'occasion de conforter la majorité départementale de gauche de François Hollande. Et c'est possible !

La gestion Dupont : aveuglement, inconséquence et naïveté

Le rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) qui examinait la gestion du Conseil général de 2002 à 2008 a cruellement mis en lumière celle de Jean-Pierre Dupont, et de ses millions d'euros perdus chaque année : de quoi faire un bien lourd "héritage" en période de crise.

L'aveuglement de la droite devant la dette.

Il contraste avec la recommandation de la CRC de conduire "une politique de désendettement pour l'avenir" qui contrebalancera "sa très forte croissance et le niveau atteint" qui "fragilise nettement" le Département.

L'inconséquence des choix.

Par exemple, la création de plus de 200 emplois d'aides médico-pédagogiques, non financés comme ils auraient dû l'être, c'est à dire à 70% par la Sécu.

Conséquence : 4,5 millions d'euros perdus chaque année par le Conseil Général... qui aurait pu être utilisés pour investir sans s'endetter...

La naïveté en politique.

La droite répétait que les transferts de charges et de compétences de l'Etat vers le Département (RMI/RMA, RSA, APA, APCH...) étaient compensés "à l'euro, l'euro". Or, pendant la période examinée par la CRC, 14 millions d'euros auront manqué au Conseil Général. 14 millions d'euros qui auraient pu, là encore, être utilisés pour investir sans s'endetter...

L'arithmétique voudrait que ce renouvellement cantonal soit moins favorable à la gauche que le précédent, en 2008, quand la droite remettait en jeu deux fois plus de cantons que la gauche. Fin mars 2011, la remise en jeu ce sera de 10 pour la gauche et 9 pour la droite. Une arithmétique qui fait naître des espoirs de retour aux affaires à droite devant la majorité gagnée 19-18 par la gauche en 2008, au moins autant que chez cette dernière de se renforcer en prenant le plus grand nombre de cantons à la droite.

Car une élection cantonale, ce n'est pas que de l'arithmétique : c'est aussi une "équation personnelle", dont le théorème s'écrit ainsi : "un sortant bien implanté est toujours plus difficile à battre". En 2008, le théorème avait été vérifié a contrario : seuls trois cantons où les sortants de droite ne se représentaient pas furent enlevés par la gauche. Est-ce à dire qu'en 2011, seuls les cantons d'Argentat et d'Ussel-Est, où les sortants respectifs René Teulade (PS) et Pierre Gathier (UMP) ont déjà annoncé ne pas se représenter, pourraient changer



de main ? Rien n'est moins sûr, car le théorème de "l'équation personnelle" a ses "variables d'ajustement", niveau d'implantation et aléas conjoncturel qui fait que "toujours plus difficile à battre" ne signifie pas "impossible à battre".

Rappeler à Sarkozy la précarité de son bail

La perte du canton de Bugeat par le PCF en 2004 constituerait le dernier aléa en date.

Aussi doit-on considérer les échéances des 20 et 27 mars très ouvertes, y compris dans les cantons où les sortants de droite se

représentent, jusqu'à Brive Centre, où la zizanie à droite pourrait par exemple constituer un aléa de taille pour Frédéric Soulier, ex dauphin municipal considéré comme "traître" à Bernard Murat... Mais aussi partout en Corrèze où la volonté des Corréziens de donner une nouvelle leçon (après les Régionales) au locataire de l'Elysée et d'affirmer ainsi la précarité de son bail pourrait être désastreuse pour ceux qui le soutiennent, même masqués sous la bannière "Corrèze Demain".

Un mouvement qui pourrait précipiter plus d'une douzaine de Départements dans les bras de la gauche au soir du 27 mars, et conforter l'électorat des sénatoriales de septembre 2011.

Car ce sera un autre enjeu de ces cantonales : le basculement du Sénat à Gauche, pour la première fois sous la V^{ème} République, à huit petits mois de la présidentielle de 2012, ne manquerait pas de saveur... On se rappellera qu'en septembre 2008, la Corrèze avait montré la voie...

Trois bonnes raisons de voter à gauche

Poursuivre le redressement du Département avec François Hollande.

Le rapport de la Chambre Régionale de Comptes (ci-contre) a montré qu'il y avait urgence à changer de politique en 2008. Par chance, ce changement nécessaire, au service de tous les Corréziens, peut être conduit par une personnalité d'envergure et médiatique: toujours une aubaine pour la Corrèze et ses habitants !

Epargner au Département le retour des "Corrèze Demain".

La droite n'a plus de leader. Ses incantations à "s'endetter plus pour investir plus" sont suicidaires. Son opposition à la généralisation des nouvelles technologies, aussi bien pour nos aînés que pour nos jeunes, est persistante. Le tout a du mal à masquer la réalité : comment préparer "Demain" quand on continue à penser comme "Hier"?

Sanctionner Nicolas Sarkozy pour mieux le battre en 2012.

Le mouvement social de l'automne a montré le désaveu d'un pouvoir qui s'incarne de plus en plus dans une "présidence des riches", selon un ouvrage récent. Sanctionner Sarkozy en mars au travers de ceux qui soutiennent sa politique ? Un indispensable réflexe républicain.

L'édito

Jean-Marc Seijo-Lopez, premier fédéral : Au service d'une nouvelle dynamique collective

La conférence de presse de rentrée de la Fédération était pleine de nouveautés...

Effectivement, quatre mois après le passage de témoin, Alain Lagarde / Jean-Marc Seijo-Lopez, nous étions attendus. Nous avons dû expliquer le pourquoi du relatif silence médiatique de la fédération de juin à début octobre.

Chacun a bien compris que nous avons beaucoup travaillé pendant cette période, y compris pendant nos congés estivaux : mettre sur pied une nouvelle organisation, préparer un nouveau plan d'action... mettre en œuvre une dynamique collective. Dans une organisation démocratique, le travail en commun, avec le temps nécessaire donné à la concertation, prend du temps. Par exemple, il est indispensable de faire le tour de l'ensemble de nos sections, une trentaine, en se donnant le temps de se connaître. L'actualité montre tous les jours ce qui arrive faute de concertation...

En quoi consiste cette nouvelle dynamique collective ?

A mon sens, elle comporte trois dimensions : un engagement réaffirmé sur nos valeurs socialistes, le souci - jaurésien - de traduire notre idéal dans la réalité de politiques de progrès social au service de tous nos concitoyens, et le développement de la convivialité entre camarades. Ce socle quasi-programmatique me paraît de nature à réveiller les ardeurs militantes des plus anciens, et attirer de nouveaux camarades...

Quelle est cette nouvelle organisation et quel est le plan d'action ou la feuille de route des Socialistes corréziens ?

La nouvelle organisation de la fédération repose sur une équipe resserrée d'une quinzaine de membres, avec à sa tête, un Premier fédéral, certes, mais aussi une secrétaire fédérale à la coordination, Patricia Broussolle.

J'insiste sur le terme "équipe" : on ne fait rien seul, et je ne conçois pas l'animation de la fédération sans délégation de responsabilités à l'ensemble des membres de l'équipe fédérale.

Soyons clairs : chacun devra "mouiller la chemise" pour relever les trois défis qui nous attendent dans

les 18 mois qui viennent, les cantonales de mars 2011, l'organisation des primaires, et la campagne présidentielle.

Preons ces défis l'un après l'autre : quel partage des tâches entre la majorité départementale et la Fédération pour les cantonales.

La majorité départementale c'est un équipage, avec son capitaine, François Hollande. La Fédération fournit le bateau et tout de qu'il faut pour affronter la navigation par gros temps... d'une campagne. Ensemble, je ne doute pas que nous arrivions à bon port.



"C'est le moment de stimuler les adhésions, camarades !"

après avoir porté une nouvelle ambition pour la Corrèze, d'en faire naître une beaucoup plus grande pour la France. D'une certaine manière, nous avons aussi "rendez-vous avec l'histoire". Et nous voulons être à la hauteur de primaires qui seront, n'en doutons pas, scrutées avec attention, non seulement par nos camarades des autres fédérations, mais aussi par la presse nationale.

Troisième défi, la campagne présidentielle.

Quel que soit le candidat désigné à l'issue des primaires, nous nous y engagerons totalement, car il faut donner une nouvelle direction, une nouvelle espérance à notre pays. Dans cette perspective, les Socialistes, parce qu'ils constituent la force principale de la gauche, sans laquelle aucune alternance n'est possible, ont une responsabilité historique.

Une perspective exaltante !

C'est bien pour cela qu'il faut inviter à nous rejoindre. On devrait avoir envie de participer à ce genre d'aventure collective ! C'est le moment de stimuler les adhésions, camarades !

Prochains rendez-vous

Lundi 15 novembre

Date limite de clôture de dépôt des candidatures pour les élections cantonales

Vendredi 26 novembre

Conseil fédéral à Tulle, Salle Amérique à 20 h 30

Jeudi 2 décembre

Vote des militant(e)s sur le texte de la Convention sur l'égalité réelle

Mardi 7 décembre

Vote pour les sections concernées pour les candidats présentés et soutenus par le PS pour les élections cantonales

Hommages

La Fédération a perdu ces derniers mois deux militants exemplaires : Jean-Claude Dubeau, maire de Chameyrat, le 18 septembre et Jean Salle, dit Jeannot, pilier du mouvement associatif argencois, le 15 octobre, jour de la fête de la Rose.

Jean-Claude Dubeau avait su fédérer toutes les sensibilités de gauche pour mettre l'équipe municipale qu'il dirigeait depuis 2008 au service de l'ensemble de ses concitoyens. En cela, il était apprécié de ses administrés, qui lui savaient gré de sa gentillesse et de son sens de l'écoute.

Compagnon de longue date de René Teulade, **Jeannot Salle** aurait pu figurer dans l'équipe municipale d'Argentat. Son engagement citoyen l'avait amené à préférer un rôle plus obscur, mais non moins essentiel, de militant, de responsable syndical et associatif à la disponibilité sans faille et à l'activité permanente.

Ceux qui les ont connus, ont travaillé avec eux, savent combien on pouvait compter sur leur engagement humaniste et socialiste. A leurs amis, leurs camarades, leurs proches auxquels manqueront ces hommes de cœur et de convictions, l'équipe de L'Espoir et l'ensemble des camarades de la Fédération présentent leurs plus sincères condoléances.